



Radio Viable

Carole Sambale-Tannert

Plaidoyer pour une solution intégrée en faveur des radios communautaires au Tchad

Document de travail, se basant sur des expériences et des données recueillies au cours de mes tournées dans le pays et devant servir de base de discussion.

Des erreurs dans les données et dans les interprétations ne sont pas exclues, on veillera à les pardonner.

Les radios communautaires au Tchad ont une importance capitale pour la population. Elles sont au nombre de 31, dont 22 en province.

Les raisons sont :

- Inexistence de journaux en dehors de la capitale à l'exception de Moundou, ainsi la radio reste le seul moyen de communication non individualisé entre villages et vers la capitale.
- Nombre insuffisant de relais de la Radio Nationale pour couvrir le territoire national.
- Lorsque la radio nationale peut être captée, elle ne répond pas aux besoins de proximité de la population, car ne reprenant dans 90% que les communiqués et émissions émis dans la capitale.
- Le manque accru d'infrastructures routières en dehors des grands axes goudronnés font que les populations locales ne peuvent être connectées de façon adéquate à la vie nationale ou même régionale.
- Les programmes de sensibilisation et toutes les autres informations nécessaires au développement des communautés n'ont ainsi qu'une seule source de diffusion, ce sont les radios communautaires qui émettent en FM sur des rayons allant entre 50 et 80 kms à la ronde.

Face à ces besoins primordiaux, la situation globale des radios communautaires est désastreuse.

Contexte de la création de certaines radios communautaires à titre d'exemple :

Les radios communautaires (tout au moins celles qui ont été créées les dernières années) sont montées pour la plupart grâce au concours d'une organisation internationale sur fonds soit de l'USAID, de l'UNESCO ou du PNUD ou d'autres bailleurs comme l'Eglise catholique dans certaines régions du sud.

Ces organismes, ou les organismes sous-traitant l'aide, passent un accord avec les communautés et exigent de leur part une contrepartie sous forme de la construction d'un bâtiment sur un terrain accordé par la commune, par exemple. L'organisme international finance alors le matériel de la radio, ses sources d'énergie ainsi que des séances de formation (plus ou moins longues) des futures personnes impliquées dans la gestion et dans la mise en œuvre de la radio communautaire.

La réalité :

Dans toutes les radios visitées, les données réelles du terrain sont plus ou moins similaires.

1) Le bâtiment

- La préfecture ou la commune accorde un terrain relativement spacieux qui est vite entouré d'un mur protecteur.
- Sur ce terrain est construit un petit bâtiment, exigü, mal monté et ne répondant pas aux conditions climatiques de la région sahélienne (construction en ciment, mauvaise aération, risque de surchauffement, fissures permettant à la poussière de pénétrer, etc.) abrite la radio. Le reste du terrain n'est pas utilisé.
- Ce bâtiment non adapté est alors appelé à abriter les appareils de production et de retransmission de radios livrés par les partenaires.
- Ces appareils répondent à la technologie moderne ; ils sont ainsi manufacturés pour des conditions climatiques de pays tempérés. Ils n'ont pas non plus toujours la gaine de protection nécessaire pour éviter un empoussièremement intérieur. Afin de les protéger, il aurait fallu que la construction du bâtiment assure un écran total au vent de poussière, ce qui n'est pas le cas.

2) Les sources d'énergie

L'un des plus grands problèmes des radios communautaires se rapportent à la source d'énergie. Tandis que les radios plus anciennes travaillent à l'aide d'un générateur à diesel, les radios nouvellement instaurées (comme par exemple Koumra et Léré) sont dotées de panneaux solaires. Dans les deux cas, les radios rencontrent de graves problèmes. L'alimentation des générateurs en diesel est coûteuse, elle absorbe la majorité des recettes de la radio. De ce fait, le générateur ne fonctionne que pendant les heures d'émission, c'est-à-dire le plus souvent entre 6.00 et 8.00 et entre 16.00 ou 17.00 heures jusqu'à environ 19.00 ou 20.00 heures. De ce fait, la climatisation, lorsqu'elle existe ne fonctionne pas aux heures chaudes de la journée. Ce qui fragilise énormément les appareils ainsi que l'émetteur radio. Le fonctionnement et la maintenance du groupe sont laissés à la connaissance des utilisateurs, qui n'assurent pas toujours la qualité nécessaire. Les réparations fréquentent sont chères et récurrentes. Leurs coûts s'ajoutent aux charges journalières de fonctionnement.

Une bonne alternative est l'utilisation de l'énergie solaire. Certaines radios déplorent cependant une panne de batteries devant emmagasiner l'énergie ou un défaut de fonctionnement dans le convertisseur. Confrontées à ces difficultés, les radios n'ont pas les moyens de renouveler le matériel nécessaire pour faire fonctionner les panneaux solaires, ceux-ci restent inutilisés. Toute réparation doit se faire à N'Djamena, ce qui entraîne des coûts exorbitants de transport et aussi de réparation, alors même que la qualité de celle-ci n'est pas toujours assurée.

3) Les connaissances professionnelles du personnel

a) en technique et manipulation des appareils

Le personnel œuvrant dans les radios communautaires est recruté sur place, dans le sein de la communauté. Cet aspect très positif au premier coup d'œil se révèle être plus complexe qu'imaginé. Parmi le personnel travaillant dans la radio, il n'y a aucun journaliste et très souvent aucun technicien formé. Juste un bricoleur se qualifiant du titre de « technicien » qui prend en charge le maniement des appareils fournis, ainsi que la maintenance de l'infrastructure. Les connaissances de cette personne sont très relatives et partout insuffisantes pour les besoins d'un tel appareillage.

Conséquence : de nombreux appareils restent dans leurs emballages originaux, faute de ne pas savoir s'en servir. D'autres tombent rapidement en panne, car mal utilisés.

Quelquefois un simple changement de batterie ou de fusible pourrait remettre l'appareil en marche. Mais ne le sachant pas, les « faiseurs » de radio laissent l'appareil en question de côté.

D'autres problèmes sont rencontrés au niveau de la production. Malgré l'existence d'appareils sophistiqués d'enregistrement ou de diffusion, les animateurs se retournent vers les techniques connues comme les cassettes sur un vieil appareil techniquement dépassé et vers le téléphone portable collé au micro. Le montage d'émissions reste rudimentaire.

b) en journalisme :

La majorité des radios communautaires n'a pas en son sein de journaliste formé. Dans la plupart des cas ce sont les enseignants, animateurs santé ou communautaires et autres notables de la région qui s'engagent pour les émissions de la radio. Ceci a le grand avantage qu'ils ne sont pas dépendants des recettes de la radio et ils peuvent aussi profiter de ce médium pour faire passer des messages éducatifs. Cependant, leur manque de connaissances en éthique et déontologie, en objectivité journalistique ainsi que la reproduction du rôle qu'ils jouent au sein de la communauté à travers les ondes cimentent certaines structures communautaires. Ceci se retrouve surtout dans le cas de conflits récurrents, où les animateurs de radio peuvent influencer sur le déroulement de ce conflit par leurs partis-pris publics.

Comment pallier à ce manque de formation ? La plupart des solutions apportées à ce manque de professionnalisme et d'objectivité des faiseurs de radio, est un recyclage de courte durée dans la capitale. Le directeur de la radio est alors invité par les organisateurs à nommer une personne pour participer à cette formation. Dans le cas des radios qui existent depuis dix ans ou plus, on remarque une redondance : ce sont toujours les mêmes personnes qui sont envoyées dans les formations au détriment d'autres animateurs tout aussi engagés. Dans le cas des radios nouvellement installées, ces formations de courte durée et souvent très théoriques ne suffisent pas à apporter la qualité minimum requise. D'autre part, les organisateurs de ces formations partent du fait qu'une personne formée fera une restitution aux autres de la radio communautaire. Pour raisons de hiérarchie ou autres raisons individuelles ou sociales, ces restitutions ne sont pas faites ou sont dérisoires. Un support papier livré lors de la formation et censé être distribué aux autres n'est pas toujours la solution de rechange, car l'oral prime de loin sur l'écrit dans les provinces du Tchad, donc les supports sont mal lus ou tout simplement ignorés.

Les deux catégories professionnelles sont touchées par un fort nomadisme. Toute personne bien formée et sans revenus « au village » (notable, enseignant et autre responsable local et régional) saisit la moindre opportunité pour aller vers la capitale. La radio ne pourra en aucun cas assurer une attraction financière assez forte pour retenir ce membre du personnel.

4) La gestion

La gestion de la radio est faite par un comité intracommunautaire formé de notables. Cette intégration d'autres membres de la communauté est positive et dans la plupart des cas a mené à une mobilisation de la communauté pour la recherche de fonds (voir plus bas) et à une identification de la communauté à la dite radio. Les conditions sont ainsi théoriquement réunies pour une transparence dans la gestion. Des problèmes concrets se retrouvent dans certaines communautés, mais ne diffèrent pas des problèmes rencontrés dans d'autres secteurs et groupements des communautés.

5) Activités génératrices de revenus

Le talon d'Achille de toute radio communautaire se trouve dans le financement de son fonctionnement quotidien. Une fois la construction du bâtiment assurée par la communauté et la dotation en matériels faite par les partenaires étrangers, les deux parties se retirent, convaincues d'avoir fait le nécessaire pour assurer le bon fonctionnement d'une radio communautaire. Dans certains cas les bailleurs étrangers assurent encore une année et se retirent ensuite. La communauté de son côté ayant fait un effort considérable au début se désengage d'un financement régulier qu'elle considère comme trop lourd pour sa bourse. Les communautés rurales du Tchad disposent effectivement de très peu de moyens et le pouvoir central se désengage sur ce point. Le moindre soupçon de mauvaise gestion de l'argent entraîne en plus des refus de participation. Ainsi les comités de gestion des radios communautaires – tous bénévoles – se trouvent confrontés à la nécessité de faire d'énormes efforts de sensibilisation et d'information pour une levée de fonds par la communauté. Ceci ne peut se faire que sporadiquement.

Autres sources de financement

Les sources de financement les plus fréquentes des radios communautaires sont :

- Les communiqués de la population comme décès, recherche d'animaux égarés, informations pour des villages éloignés et autres événements personnels et sociaux.
- Les communiqués des organismes nationaux de vaccination et autres campagnes de sensibilisation nationale.
- Les communiqués et émissions sensibilisatrices des organismes internationaux comme UNICEF ou UNPFA.
- Les budgets de publicité des entreprises de téléphonie mobile, budgets qui sont souvent tronqués par rapport à ce qui devrait être versé aux radios. Certaines radios dont le nombre des abonnés est insuffisant ne reçoivent même pas cette contribution.

Ces sources ne sont pas régulières et ne suffisent pas à faire fonctionner la radio convenablement. Le travail des animateurs et techniciens reste souvent bénévole et ne peut

correspondre au minimum de qualité nécessaire à la responsabilité qui incombe à ces médias très écoutés.

La publicité de commerçants locaux ou régionaux est inexistante dans les radios communautaires. Lorsque cette possibilité de générer des revenus est évoquée avec l'équipe de la radio, ceux-ci entendent ces possibilités mais restent dans un attentisme (« les commerçants ne s'approchent pas de nous »). Cependant, Internews a fait une expérience concluante avec les radios d'Abéché, de Goiz Béida et d'Iriba. Dans des ateliers interactifs, les équipes de ces radios ont appris à définir des stratégies de recherches de publicité, de s'approcher des possibles intéressés et de leur offrir activement – arguments à l'appui – des paquets publicitaires. Les équipes de ces radios ont été surprises du succès de leurs démarches et de la résonance positive de leurs démarches.

Solution intégrée ?

Ces réflexions sont basées sur des constats de terrain, mais ne peuvent aboutir à des solutions concrètes. Pour cela une étude plus approfondie serait nécessaire.

Cependant, certaines pistes peuvent être retenues :

- Appui intégré à la création d'une radio par l'accompagnement dans la construction d'un bâtiment adapté au climat et aux besoins d'une radio communautaire (équipement).
- Solution durable de la source d'énergie (solaire avec bonnes batteries et possibilité de les renouveler périodiquement).
- Dotation de matériel adapté au climat (offres spécialisées).
- Formation PRATIQUE et suffisante du personnel technique (suivant les connaissances de base du personnel existant) et formation de plusieurs personnes pour assurer la continuité en cas de nomadisme.
- Formation PRATIQUE et coaching SUR PLACE de toute l'équipe qui animera la radio.
- Formation en gestion transparente de radio communautaire pour le comité de gestion et l'équipe.
- Coaching et suivi ponctuel des formations données sur une durée de trois ans.
- Etude de besoins en financement de la radio sur trois ans en étroite collaboration et implication de l'équipe de la radio.
- Formation PRATIQUE en possibilités de trouver des activités génératrices de revenus, en particulier la publicité de proximité.
- Plusieurs séances d'information et de sensibilisation des communautés touchées par la radio.
- Si possible, voyages d'échanges avec d'autres radios travaillant avec succès, comme par exemple le Mali.
- Suivi ponctuel et participatif (bilan) sur trois ans de toutes les réalisations et remise à niveau si nécessaire.
- Instauration 'un espace de dialogue plus intense entre les radios communautaires à travers l'URPT (Union des Radios Privées du Tchad), ne serait-ce qu'au niveau régional.

L'aide à apporter aux radios déjà existantes est plus difficile et plus complexe vu le cumul des problèmes récurrents. Cependant une vision intégrée d'un appui et surtout une visite de terrain avec participation de toute l'équipe pour la prise de décision de la forme d'appui s'impose, afin d'éviter des dérapages d'intérêts personnels de la direction.

Décembre 2012

Carole Sambale-Tannert
(csambaletannert@gmail.com)